



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1662

mercredi 7 août 2024

- **Haïti-Criminalité : Les deux syndicats de la police exigent que les autorités mettent fin aux violences des gangs à Ganthier**
- **La Conférence des recteurs d'Universités dénonce une multiplication des attaques armées**
- **Éducation : Réouverture officielle des classes fixée au mardi 1er octobre 2024 en Haïti**
- **Histoire : L'UEH salue comme une « grande victoire » l'intégration d'Haïti à la commission de réparation de la Caricom sur l'esclavage**

### >> **Haïti-Criminalité : Les deux syndicats de la police exigent que les autorités mettent fin aux violences des gangs à Ganthier**

Dernier méfait : le gang armé 400 mawozo a soudé un pont reliant Ganthier à Fonds Parisien (à environ 30 km au nord-est de Port-au-Prince, Ouest), sur la route internationale passant par le poste-frontière de Malpasse/Malpasso, important pour la sécurité en Haïti. Ce dernier acte terroriste risque d'empêcher toute circulation automobile sur cette voie, après la destruction, à l'aide d'un tracteur, le jeudi 25 juillet 2024, du commissariat de police à Ganthier. Le dimanche 4 août 2024, le gang 400 mawozo a mis le feu à un blindé de la police, stationné à la douane de cette ville frontalière. « Le véhicule blindé en question était tombé en panne, puis garé depuis un certain temps. Il n'était pas engagé dans les opérations policières », tente de se dédouaner la Police nationale d'Haïti (PNH), qui dit maintenir son dispositif de sécurité à Ganthier, où « des interventions et opérations policières se poursuivent, particulièrement contre le gang armée 400 mawozo ». Cependant, les deux syndicats de la police exigent des mesures appropriées, pour stopper les violences dans la commune de Ganthier (Ouest), qui est sous l'emprise des gangs armés depuis plusieurs mois. Sur son compte X, le Syndicat de la PNH (SPNH-17) se dit alarmé face à l'intensification des actes des bandits, notamment à Gressier (à environ 30 km au sud de Port-au-Prince) et à Ganthier. Il faut reprendre rapidement le contrôle de ce poste frontalier, pour empêcher tout éventuel renforcement des gangs armés dans la zone par les ennemis d'Haïti. « Le temps n'est pas aux discours, ni au théâtre, mais à la lutte contre les gangs et leurs alliés », déclare le SPNH-17, déplorant la situation délétère persistante dans la

commune de Ganthier. Malgré les changements effectués au niveau de la PNH, « les gangs armés continuent d'imposer leurs lois, en incendiant et détruisant des commissariats de police et d'autres institutions étatiques. Des territoires continuent d'être perdus. Il n'y a aucune différence entre Frantz Elbé et Rameau Normil. Ce sont les mêmes incapables ». Le Haut commandement de la PNH n'a rien fait pour empêcher les forfaits des bandits armés à Ganthier, critique de son côté, dans un tweet, le Syndicat national des policiers haïtiens (SYNAPOHA). Plus d'une dizaine de personnes ont été assassinées, depuis les attaques armées du 21 juillet 2024. Avec ces nouveaux assauts des gangs armés 400 mawozo à Ganthier, [plus de 3.800 personnes ont été contraintes, en 3 jours, de se déplacer pour aller se réfugier à Fonds-Parisien, a dénombré l'Organisation internationale pour les migrations / OIM.](#)

## >> La Conférence des recteurs d'Universités dénonce une multiplication des attaques armées

L'encadrement et le soutien de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti n'est pas accompagné du matériel suffisant, malgré la présence en place du personnel. Ce dossier fera l'objet de « discussions avec nos partenaires internationaux pour que beaucoup plus d'accent soit mis sur cette faiblesse en équipements ». Des dispositions sont envisagées pour combler les faiblesses en matériels et équipements de la police nationale d'Haïti, fait savoir le coordonnateur des actions au Conseil présidentiel de la transition (CPT), Edgard Leblanc Fils, en conférence de presse, le mercredi 31 juillet 2024, de retour en Haïti après sa participation à la 47e réunion de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), à Grenade. Des travaux sont en cours concernant la formation d'un Conseil national de sécurité (CNS) pour créer une task-force composé de la PNH et des Forces armées d'Haïti (FADH) qui réfléchissent déjà à un plan d'action pour être plus efficaces dans les actions contre les bandits. « Je suis très insatisfait. (...) La communauté internationale doit s'engager beaucoup plus dans la question humanitaire et j'étais allé faire un plaidoyer pour ça et pour la poursuite du soutien à la mission multinationale dont le financement n'arrive pas assez vite », a déclaré Leblanc. « Il faut un accompagnement qui est beaucoup plus durable et qui nous amène à terme jusqu'à la résolution de nos problèmes, ce que l'on n'a jamais eu jusqu'à présent ». « Les Américains doivent s'assurer qu'ils nous fournissent des véhicules blindés équipés de tourelles », recommande un porte-parole du commandant des forces kényanes Godfrey Otunge, cité dans un article du quotidien Miami Herald. « Les véhicules blindés fournis par les États-Unis aux troupes kényanes sont comme des ambulances. Nous ne pouvons pas nous battre (contre les gangs), quand nous sommes à l'intérieur », déplore-t-il, soulignant combien cette situation empêche de lutter efficacement contre les gangs armés. A l'issue d'une visite de quelques heures en Haïti, le lundi 22 juillet 2024, l'ambassadrice des États-Unis à l'Organisation des Nations unies (Onu), Linda Thomas-Greenfield, a invité « [tous les partenaires internationaux à faire plus et à donner plus, y compris des fonds en faveur de la MMAS, des contributions à son budget, afin qu'elle puisse aider la Police nationale d'Haïti \(PNH\) à stabiliser le pays](#) ».

## >> Éducation : Réouverture officielle des classes fixée au mardi 1er octobre 2024 en Haïti

Mardi 1er octobre 2024 est la date officiellement retenue pour la rentrée des classes pour l'année académique 2024-2025 sur toute l'étendue du territoire d'Haïti, après une année 2023-2024 de tribulations, dues notamment à la terreur et autres types de violences des gangs armés dans l'Artibonite et l'Ouest, où se trouve la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince. L'annonce a été faite, le 6 août 2024, par le nouveau titulaire du Ministère de

l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), Augustin Antoine. « Restaurer l'autorité de l'école » est le thème retenu, par le MENFP, pour l'année scolaire 2024-2025. « L'école doit être un ciment, un garant. Et c'est ce garant, qui permettra à tout le monde de faire un cheminement dans la vie. Ce qui signifie que les professeur-e-s doivent être présent-e-s en salles de classe. Mais, il faut aussi que l'État les paye, et à l'heure », déclare Antoine. La rentrée administrative, pour les directions d'établissements scolaires, aura lieu le lundi 16 septembre 2024. 280 mille parents, dans plusieurs écoles publiques fondamentales, communales et communautaires de départements géographiques ciblés, recevront environ 15 à 20 mille gourdes à travers un programme appelé « cash-transfert », doté d'une enveloppe de 5 milliards de gourdes, mis en œuvre en collaboration avec une compagnie téléphonique. Il est prévu une distribution de manuels scolaires pour les classes allant de la première à la 4e année fondamentale, de kits scolaires, d'uniformes et de 10 mille bancs. Pour l'année académique scolaire 2024-2025, 17 écoles publiques seront inaugurées à travers Haïti, 111 lycées et écoles nationales seront réhabilités, promet le MENFP, qui annonce des dispositions visant à régulariser le statut des personnels administratifs et enseignants. De février à avril 2024, les activités scolaires ont été lourdement affectées par les violences des gangs armés, particulièrement dans les départements de l'Artibonite et de l'Ouest. De janvier à juin 2024, 919 écoles ont dû suspendre les cours dans les départements de l'Artibonite et de l'Ouest. 515 de ces 919 écoles ont été complètement fermées, rapporte le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), dans un rapport couvrant la période allant du 19 juillet au 2 août 2024. En janvier 2024, [ce chiffre était de 942 écoles fermées, dont 403 complètement fermées. Ces fermetures touchent environ 156 mille élèves, soit environ 4.9 pour cent des 186,491 écoles que compte Haïti.](#)

**Ndlr : US \$ 1.00 = + 140.00 gourdes ; 1 euro = 145.00 gourdes ; 1 dollar canadien = 96.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 2.40 gourdes aujourd'hui**

## **>> Histoire : L'UEH salue comme une « grande victoire » l'intégration d'Haïti à la commission de réparation de la Caricom sur l'esclavage**

Le rectorat de l'Université d'État d'Haïti (UEH) salue comme une « grande victoire, en faveur de la première république noire du monde (Haïti) », [l'intégration d'Haïti à la commission de réparation de la Communauté des Caraïbes \(CARICOM\)](#) en lien avec l'esclavage. A cette commission, aura à siéger [le groupe de travail multidisciplinaire de l'UEH sur la problématique de la dette de l'indépendance, imposée à Haïti, et des rançons versées aux XIXe et XXe siècles. Le dossier a été introduit lors de la 47e réunion ordinaire des chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Caricom à la Grenade.](#)

-----